



Commission
Européenne

TAIEX et jumelage 2016

Faits marquants



Johannes Hahn
Commissaire européen pour la
politique européenne de voisinage et
les négociations d'élargissement

Chers amis du renforcement des institutions,

En 2016, les nouveautés et la modernisation ont été les mots d'ordre de TAIEX¹ et de l'instrument de jumelage: nous avons réduit les formalités administratives, renforcé les mesures incitatives afin que les fonctionnaires des États membres puissent participer aux activités d'assistance entre pairs. Nous avons harmonisé les activités prévues dans le cadre du renforcement des institutions sur nos principales priorités politiques dans les régions visées par la politique européenne de voisinage (PEV) et l'élargissement. Désormais, TAIEX est mieux à même de contribuer à la mise en œuvre de la dimension économique de la politique européenne de voisinage et à la création d'une synergie plus étroite entre l'élaboration des politiques et la programmation de l'aide financière. De même, la réforme récente de l'instrument de jumelage permettra d'augmenter considérablement sa valeur ajoutée afin de promouvoir les efforts de réforme structurelle de la PEV. Dans les pays concernés par l'élargissement, TAIEX a soutenu des actions politiques importantes, notamment le processus d'agrément en vue de reconduire les juges et des procureurs albanais en activité. Par ailleurs, la Croatie, qui continue de bénéficier de projets de jumelage en tant que tout nouvel État membre, a obtenu pour la première fois un contrat lui permettant de conduire un projet de jumelage léger.

Je suis convaincu qu'en 2017, les instruments de renforcement des institutions seront davantage alignés sur les priorités politiques de l'Union Européenne (UE), afin d'aider nos pays partenaires à renforcer leurs capacités administratives, à améliorer leurs standards en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme et à se rapprocher davantage de l'UE. Les instruments TAIEX et Jumelage sont essentiels pour favoriser le changement, car ils ouvrent la voie à des réformes politiques et à une coopération accrue entre les pays; éléments essentiels d'un avenir fondé sur une stabilité, une prospérité et une sécurité communes.

Nous comptons sur votre soutien et votre intérêt constants pour les instruments TAIEX et Jumelage!

TAIEX et jumelage, les administrations publiques au service du changement

Il existe de nombreuses façons de promouvoir la démocratie, la stabilité, l'état de droit et la bonne gouvernance, ainsi que le développement économique et la prospérité dans les régions visées par la politique européenne de voisinage et l'élargissement. Depuis le début de leurs activités, TAIEX et son homologue à plus long terme, l'instrument de jumelage, ont contribué à atteindre ces objectifs en renforçant les capacités des administrations publiques et en soutenant leurs activités.

Les institutions nationales se heurtent à des difficultés comparables lors de l'application des lois et de la protection des valeurs qu'elles incarnent. En mobilisant des experts des États membres de l'UE qui apportent leur aide, les activités TAIEX et de l'instrument de jumelage aident les régions de l'élargissement à transposer et à mettre en œuvre la législation de l'UE dans le cadre de leur processus d'adhésion. Elles aident aussi les régions couvertes par la politique européenne de voisinage à harmoniser leur législation dans le cadre des accords de coopération et d'association avec l'UE. En outre, ces deux instruments constituent un excellent moyen de favoriser la compréhension mutuelle entre ces pays et l'UE et d'encourager les réformes fondamentales qui sont nécessaires aussi bien dans les régions relevant de la politique européenne de voisinage que dans celles qui sont concernées par l'élargissement. Après tout, la politique et l'administration sont deux faces de la même médaille. Lorsque l'administration fonctionne efficacement, elle peut aussi contribuer à catalyser les réformes politiques.



En 2016, TAIEX a organisé plus de 1 400 activités et, en moyenne, sept nouveaux projets de jumelage ont été lancés chaque mois.

“
Les questions administratives ne sont pas des questions politiques. Même si les politiques définissent les tâches de l'administration [...]. Les politiques sont vaines sans l'aide de l'administration.
..... ”

The Study of Administration, Woodrow Wilson, 1887

Voisinage et
négociations
d'élargissement

¹ TAIEX est l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations.

Activités TAIEX en 2016

TAIEX en bref

- Il s'agit d'une assistance entre pairs que les États membres de l'UE fournissent aux pays voisins.²
- Il s'adresse aux administrations publiques centrales, aux autorités judiciaires et aux forces de l'ordre, aux parlements et à leurs fonctionnaires, aux représentants des partenaires sociaux, aux syndicats et aux organisations patronales.
- Il fournit trois principaux types d'activités à court terme: des visites d'étude, des missions d'experts ou des séminaires (destinés à un ou plusieurs bénéficiaires).
- Il est financé par le budget de l'UE et géré par la Commission européenne.
- Il peut s'agir d'un outil axé sur la demande (TAIEX classique) ou d'un outil de planification stratégique (TAIEX stratégique).
- Il est doté d'une base de données d'experts TAIEX reprenant les profils d'experts publics.

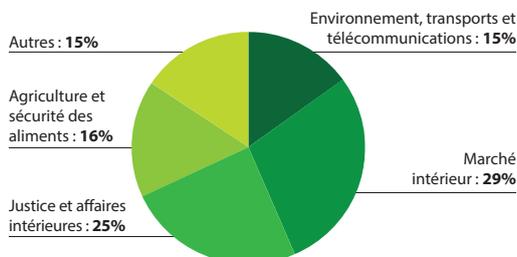
Prenez n'importe quel lundi de 2016. Quand vous rentriez chez vous pour dîner, en moyenne, cinq activités TAIEX avaient déjà eu lieu dans différents pays et régions. A la fin de la semaine, plus de soixante experts avaient fait bénéficier leurs homologues de leur expertise. Et en une année, il y a eu suffisamment de participants pour remplir un grand stade de football. En 2016, 46% des activités TAIEX étaient des missions d'experts, 25% des visites d'étude et 25% des séminaires.³

En 2016, les activités TAIEX étaient les plus nombreuses au Monténégro pour les pays couverts par l'élargissement, en Israël pour le voisinage méridional et en Ukraine pour le voisinage oriental. Par rapport à 2015, le soutien de TAIEX a le plus augmenté en Arménie (+160%), en Tunisie (+75%) et en Bosnie-Herzégovine (+71%). Toutefois, les activités ont fortement diminué en Azerbaïdjan et au Maroc (-45%) ainsi qu'au Liban (-31%). En ce qui concerne les activités présentant une participation régionale transversale, en 2016, TAIEX a organisé 85 activités impliquant plusieurs pays, par exemple un forum international TAIEX pour les procureurs portant sur la lutte contre la criminalité organisée. Ce qui a permis à des procureurs de toutes les régions couvertes par l'élargissement et la politique européenne de voisinage d'échanger des connaissances et des expériences sur le trafic d'armes, la traite des êtres humains et la lutte contre le terrorisme.

TAIEX en chiffres pour 2016



Dans quels domaines d'action?



3368
experts



92%

des participants ont estimé qu'en 2016, les experts TAIEX étaient excellents ou bons



25447
participants



« L'analyse de la législation de l'UE en matière de concurrence et de la jurisprudence dans ce domaine est importante pour la réforme judiciaire dans notre pays, en particulier pour le système ukrainien des tribunaux de commerce. Grâce à un séminaire TAIEX, les juges de nos tribunaux de commerce ont découvert des instruments très utiles dans le domaine du droit de la concurrence et ont échangé des points de vue avec leurs collègues des États membres de l'UE sur des concepts tels que les positions dominantes sur le marché et la lutte contre les ententes. Tirer des enseignements de pairs qui sont confrontés à des problèmes semblables peut certainement contribuer à améliorer la mise en œuvre de la justice à l'échelon national. »

Bogdan Lvov, président de la Cour suprême économique d'Ukraine, au sujet d'une activité TAIEX menée à Kiev.

² Outre les pays et les régions visés par l'élargissement et la politique européenne de voisinage (représentés sur la carte), TAIEX fournit aussi une assistance à la communauté chypriote turque (également représentée sur la carte), aux États membres de l'UE par l'intermédiaire d'un accord de coopération avec la direction générale de la politique régionale et urbaine et à d'autres pays du monde couverts par l'instrument de partenariat de l'UE.

³ Les 4 % restants correspondent à des activités « work from home » et processus d'examen analytique (screening).

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Activités de jumelage en 2016

Jumelage en chiffres pour 2016



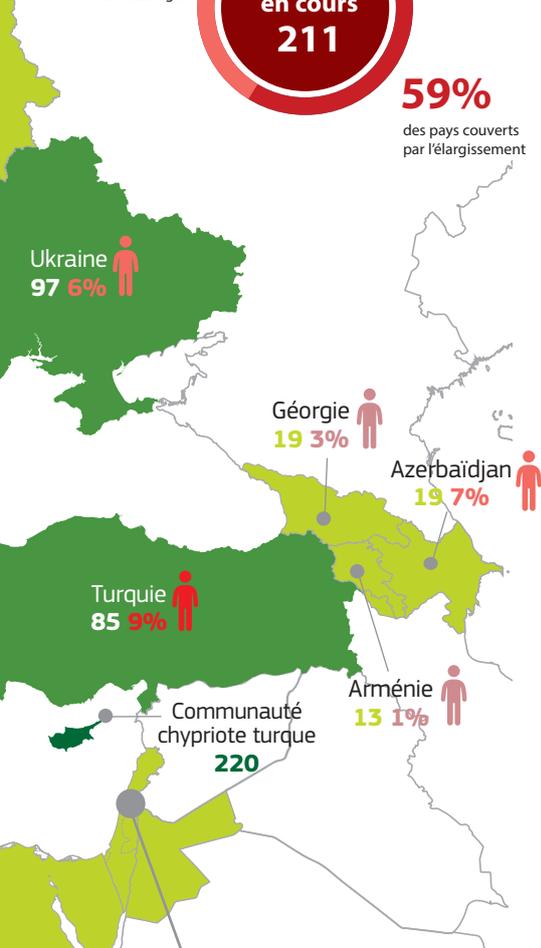
41%

des pays couverts par la politique européenne de voisinage

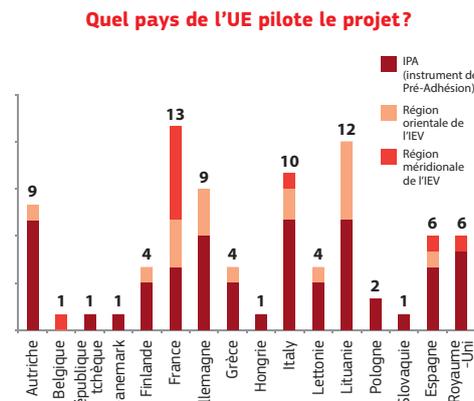
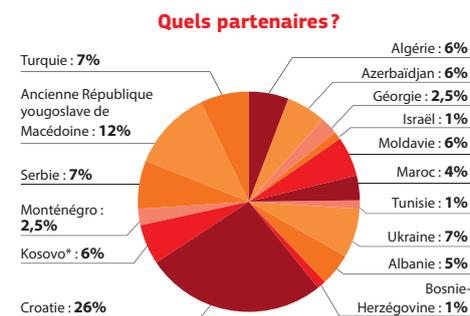
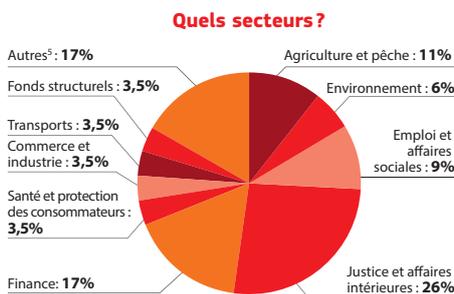


59%

des pays couverts par l'élargissement



84 nouveaux projets attribués



Jumelage en bref

- Il s'agit d'un outil de coopération administrative entre pairs que les États membres de l'UE fournissent aux pays voisins.⁴
- Il cible les administrations publiques.
- Il prend la forme d'une coopération à long terme sur le terrain.
- Il permet d'atteindre des résultats concrets et obligatoires.
- Il est financé par le budget de l'UE et mis en œuvre conjointement par les États membres et les partenaires.
- Il est axé sur la demande.
- Il s'appuie sur un réseau de points de contact nationaux des États membres de l'UE et sur des délégations ou des bureaux de l'UE.

En 2016, 211 projets de jumelage étaient en cours dans les régions couvertes par l'élargissement et la politique européenne de voisinage. En ce qui concerne les 84 nouveaux projets financés en 2016, le plus grand nombre de projets a été attribué à l'ancienne République yougoslave de Macédoine⁵ pour ce qui est des pays concernés par l'élargissement, à l'Ukraine pour le voisinage oriental et à l'Algérie pour le voisinage méridional. Parmi les États membres de l'UE, le plus grand nombre de nouveaux projets a été attribué à la France en général et dans les pays francophones du voisinage méridional; l'Autriche arrivait en tête pour les régions concernées par l'élargissement et la Lituanie occupait la première place dans les pays du voisinage oriental. Comme en 2015, le domaine thématique « Justice et affaires intérieures (JAI) » était le domaine d'action privilégié des nouveaux projets dans toutes les régions, avec 26% des projets nouvellement financés, signe évident que cet aspect reste important dans les pays voisins de l'UE.

Comment cela fonctionne-t-il?

Lorsqu'un pays partenaire décide, en consultation avec la délégation ou le bureau de l'UE, qu'un projet de jumelage peut apporter une valeur ajoutée à son processus de modernisation, un appel est lancé simultanément dans les 28 États membres de l'UE par l'intermédiaire des points de contact nationaux. Après avoir reçu les **propositions**, un comité de sélection (où le partenaire et la délégation ou le bureau de l'UE sont représentés) attribue le projet à un seul État membre ou à un consortium d'États membres de l'UE, tel qu'indiqué dans la proposition retenue. Une fois le projet mis en œuvre, il est géré par deux chefs de projet, l'un au nom de l'État membre qui le pilote, l'autre au nom du partenaire. Dans le cadre des projets de jumelage standard, un conseiller résident de jumelage est détaché auprès de l'institution partenaire pour la durée du projet de jumelage qui est habituellement de 12 à 36 mois. Les projets de jumelage léger sont conçus pour fournir une approche plus souple (sur une période de six à huit mois) sans qu'il soit nécessaire de détacher un conseiller résident de jumelage de l'État membre qui pilote le projet. Les missions de rapports et d'évaluation intermédiaires et finaux permettent de garantir le suivi du projet et l'évaluation de son impact à moyen terme.

« Ce projet de jumelage a aidé notre institution et tous les acteurs concernés à renforcer leurs capacités globales de mise en œuvre de la politique agricole commune (PAC) et de la politique commune de la pêche (PCP). Il a permis de renforcer la sécurité alimentaire, la stabilité du marché et la compétitivité de nos producteurs dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche et de garantir la qualité des produits et des services pour nos citoyens. »

Matilda Copić, directrice générale de l'organisme payeur croate



⁴ Aussi bien dans les régions relevant de la politique européenne de voisinage que dans celles qui sont concernées par l'élargissement.

⁵ La catégorie « Autres » comprend les secteurs suivants : normalisation et certification, statistiques, sûreté nucléaire, énergie, réforme de l'administration publique, culture et télécommunications.

⁶ À strictement parler, la Croatie a bénéficié de la plupart des projets de jumelage financés en 2016. En tant que nouvel État membre de l'UE, la Croatie a pu bénéficier d'une aide au titre de l'instrument jumelage jusqu'au 14 janvier 2017.

** Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre sur cette question.

TAIEX 2016 en détail

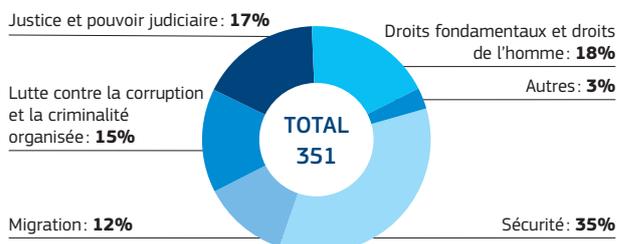
Activités TAIEX par secteur



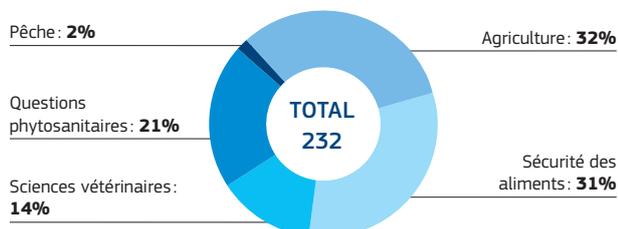
Marché intérieur



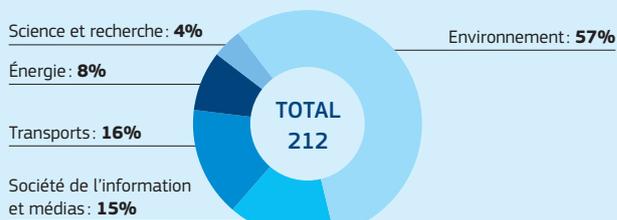
Justice et affaires intérieures



Agriculture et sécurité des aliments



Environnement, transports et télécommunications



TAIEX permet de répondre aux priorités stratégiques de l'UE

Tout au long de l'année 2016, TAIEX a organisé une série d'activités sur les migrations, la sécurité intérieure et extérieure et la gouvernance économique, des domaines définis comme des priorités de l'agenda politique de l'UE par les dirigeants de l'UE en septembre 2016 à Bratislava. Parallèlement, TAIEX a continué de couvrir d'autres domaines importants, notamment en renforçant le rôle de l'UE sur la scène mondiale et en promouvant les efforts visant à stimuler l'emploi, la croissance et les investissements au sein de l'UE ainsi que dans les pays et régions voisins.

Par exemple, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, des experts de TAIEX ont oeuvré à harmoniser la législation nationale relative aux procédures d'asile et au renforcement des capacités institutionnelles dans ce domaine. En Serbie, TAIEX a aidé à évaluer la stratégie nationale de gestion intégrée des frontières afin de mieux répondre aux menaces et aux risques liés à la sécurité. TAIEX a également apporté son aide aux Balkans occidentaux et à la Turquie en ce qui concerne leurs programmes de réforme économique et les a fait bénéficier d'une expertise dans les domaines de la numérisation, de l'inter-connectivité et du commerce électronique.

En 2016, chaque semaine, cinq activités TAIEX en moyenne portaient sur les migrations, la sécurité et la gouvernance économique.

« Grâce à TAIEX, le Monténégro a élaboré un projet de loi sur l'asile qui est harmonisé sur les normes de l'UE en la matière. Les droits fondamentaux des demandeurs d'asile, notamment des plus vulnérables, sont garantis et les procédures de détermination de leur statut sont plus rapides. En outre, les demandeurs d'asile et les bénéficiaires d'une protection internationale bénéficieront de brochures multilingues faciles d'emploi qui leur expliqueront leurs droits et leurs obligations. Ce type d'activités soutenues par TAIEX pourrait être un modèle pour d'autres pays qui sont confrontés aux mêmes enjeux.

Cédric Dartois, expert belge en matière d'asile, à propos d'une série d'activités menées au Monténégro



♀♂ Œuvrer en faveur de l'égalité des sexes

L'égalité des sexes est au cœur des valeurs européennes et est inscrite dans le cadre juridique et politique de l'UE. En 2016, TAIEX a renouvelé son engagement à long terme en faveur de l'égalité des sexes au moyen d'un grand nombre d'actions. En janvier, par exemple, des experts belges, croates et suédois ont partagé avec des collègues monténégrins leur expertise dans le domaine de la lutte contre les stéréotypes sexistes dans les médias. En novembre, des représentants biélorusses se sont inspirés de l'expérience du ministère public portugais pour leur législation sur la prévention de la violence domestique.

En ce qui concerne l'équilibre hommes-femmes dans les activités TAIEX, des améliorations sont encore possibles: les **participants** aux activités TAIEX sont à 46% des femmes et à 54% des hommes. C'est cependant parmi les **experts** des États membres mobilisés par TAIEX que l'écart est le plus important. En effet, seul un tiers d'entre eux sont des femmes. Pour faire face à ce problème, TAIEX conçoit des stratégies spécifiques visant à encourager les femmes à s'enregistrer dans sa base de données d'experts. En outre TAIEX intensifie ses efforts pour l'intégration de la dimension de genre dans ses statistiques et ses rapports.

Exemples de réussites de TAIEX en 2016

Créer un écosystème de l'innovation en Serbie



L'innovation, qui joue un rôle essentiel dans la croissance et les investissements, est soutenue par la politique d'élargissement de l'UE. Le gouvernement serbe reconnaît de plus en plus qu'il est important de développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation et prend progressivement des mesures visant à soutenir un environnement propice à l'innovation.

Dans ce contexte, en novembre, des responsables du Fonds d'innovation de la République de Serbie se sont rendus à l'Agence finlandaise pour le financement de l'innovation à Helsinki. Les experts finlandais leur ont fourni des conseils pratiques sur la création et le fonctionnement d'un écosystème de l'innovation conforme aux bonnes pratiques de l'UE, sur les indicateurs de performance et d'impact et sur les mécanismes d'évaluation des jeunes entreprises financées par l'État. Cette visite d'étude a permis de réunir des experts d'un des États membres les plus performants, selon le tableau de bord européen de l'innovation, et des collègues serbes qui recherchaient exactement cette expertise.

Soutenir la réforme du pouvoir judiciaire en Bosnie-Herzégovine

La lutte contre la corruption et la criminalité organisée est l'une des pierres angulaires du processus d'adhésion à l'UE. Il s'agit d'un aspect essentiel pour des pays tels que la Bosnie-Herzégovine qui entreprend actuellement une réforme de son système judiciaire.

Afin de soutenir ses efforts visant à mettre en place un pouvoir judiciaire plus indépendant et qui répond de ses actions, en septembre 2016, TAIEX a envoyé des représentants du Conseil supérieur de la magistrature et du ministère public de Bosnie-Herzégovine à Rome dans le cadre d'une visite d'étude. Les participants « ont eu l'occasion d'échanger des bonnes pratiques avec des collègues du Conseil supérieur de la magistrature italien et d'autres institutions judiciaires clés », se souvient Admir Suljagic, l'un des participants, et « de tirer des enseignements de l'expérience de l'Italie en matière de lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme ».

En conséquence, une série d'activités de suivi a été organisée en Bosnie-Herzégovine afin de continuer à soutenir le processus d'intégration du pays à l'UE.



Assurer la coordination dans le domaine de la sécurité des aliments au Liban



La sécurité des aliments constitue une préoccupation majeure pour le Liban et ses citoyens. Au cours des dernières années, le pays a essayé de mettre au point un système efficace permettant d'effectuer des contrôles sur les denrées alimentaires en mettant en place un certain nombre de lois et de règlements et en créant une base de données des établissements du secteur alimentaire. Cependant, les responsabilités

dans le domaine de la sécurité des aliments sont réparties entre neuf ministères, ce qui entraîne un manque d'efficacité.

Afin d'aider le Comité national libanais de sécurité sanitaire des aliments à concevoir un système de coordination efficace parmi les autorités concernées, TAIEX a organisé une mission d'experts en septembre, suivie d'un séminaire en novembre.

D'après Alberto Mancuso et Giuseppe Diegoli, les experts italiens qui ont participé à la mission, cette dernière était cruciale pour que les « bénéficiaires identifient les lacunes et les chevauchements dans les pratiques en matière de sécurité des aliments » et pour concevoir « une feuille de route visant à améliorer le système de sécurité des aliments ainsi qu'un plan d'action ». Ces documents ont été abordés au cours du séminaire, dans l'objectif d'instaurer à l'avenir une autorité chargée de la sécurité des aliments.

Rapprocher l'Ukraine de l'UE

En 2016, TAIEX a intensifié ses efforts en Ukraine par l'intermédiaire de plusieurs activités.

En avril et en septembre, par exemple, deux missions d'experts ont permis de mettre des compétences belges, allemandes, lituaniennes et espagnoles au service de la législation nationale sur le gaz et de la certification du gestionnaire du réseau de transport de gaz.

En octobre, des responsables polonais ont informé leurs homologues ukrainiens de la création de brigades de sapeurs-pompiers volontaires. En novembre, des experts français, lettons et polonais se sont rendus à Kiev pour parler des règles d'origine dans le domaine douanier.

Ces activités ont notamment soutenu la mise en œuvre de la zone de libre-échange approfondie et complète avec l'Ukraine dans les domaines des douanes et de la facilitation des échanges commerciaux et ont également aidé le pays dans ses efforts de réformes. « L'expérience de la Pologne dans le domaine de la protection civile nous a été très utile, car ce pays faisait également partie du bloc socialiste. À présent, nous utilisons ces connaissances afin de créer un système sur mesure pour l'Ukraine », a indiqué Sergii Kudin, des services publics d'urgence.



Exemples de réussites de jumelage en 2016

Soutenir les efforts de réforme de la Tunisie en matière de justice



Depuis la révolution de 2011, l'UE utilise tous les instruments dont elle dispose pour soutenir le peuple tunisien et les réformes nécessaires à la transition démocratique. Deux projets de jumelage ont été lancés en 2015 sur la réforme de l'appareil judiciaire et la modernisation du système pénitentiaire. Les activités entre pairs se sont révélées être la meilleure approche pour renforcer les capacités de l'organisme de

formation des juges et des greffiers, l'Institut supérieur de la magistrature (ISM), et pour réformer l'administration pénitentiaire.

Dès la fin de l'année 2016, une évaluation à mi-parcours a montré que les projets ont déjà permis d'améliorer considérablement les conditions dans les prisons tunisiennes ainsi que l'indépendance du pouvoir judiciaire. Les nouveaux organigrammes de l'ISM et de la direction générale des prisons ont été achevés, six nouveaux bureaux de probation ont été mis en place dans des tribunaux de première instance et la sélection et la formation du personnel judiciaire ont été modernisées, autant de mesures concrètes visant à aligner le secteur de la justice sur les normes internationales.

Travailler avec le Monténégro sur l'acquis de Schengen

La réglementation de Schengen, qui constitue l'une des principales réalisations de l'UE, est essentielle pour tous les pays qui sont sur la voie de l'adhésion. En ce moment, il est particulièrement difficile de disposer de tous les moyens pour relever les défis liés à la gestion des frontières car, ces dernières années, les flux migratoires et les urgences humanitaires sans précédent ont fait peser des contraintes énormes sur les pays et les régions de notre voisinage.



Un projet de jumelage sur l'adoption de l'acquis de Schengen a été lancé au Monténégro en 2014. Ce pays avait déjà adopté un certain nombre de mesures, mais, par exemple, l'arsenal juridique relatif à la gestion des frontières nécessitait encore de nombreuses améliorations.

Le projet a donc permis de remédier à bon nombre de ces lacunes. Lorsqu'il s'est achevé en 2016, un plan d'action sur la réglementation de Schengen avait été mis en œuvre, la police aux frontières du Monténégro avait amélioré ses capacités d'évaluation des risques et la direction de la police avait amélioré ses capacités dans le domaine de la coopération policière internationale. Le projet a également ouvert la voie au renforcement de la coopération avec l'UE sur ce sujet par l'intermédiaire d'un futur programme d'appui budgétaire, prévu pour 2017.

Aider l'Albanie à utiliser les fonds publics de manière efficace



La bonne gouvernance, la réforme de l'administration publique et la gestion des finances publiques sont quelques-uns des principaux axes du processus d'élargissement de l'UE. Il est très important de promouvoir une utilisation efficace, efficace et transparente des fonds publics car la qualité des dépenses publiques influe sur la qualité et la quantité des services que l'État fournit à ses citoyens.

Depuis qu'elle a acquis le statut de pays candidat, l'Albanie travaille à la mise en place des réformes nécessaires dans ce domaine. En 2014, un nouveau projet de jumelage a été lancé afin d'améliorer non seulement l'efficacité et l'efficacité de la gestion des finances publiques, mais aussi la transparence, la responsabilité et le professionnalisme de l'administration publique.

Lorsqu'il s'est achevé en 2016, le projet avait permis d'obtenir des résultats tangibles, en aidant l'Albanie à renforcer les capacités de son administration et à acquérir une expertise significative ainsi que des outils efficaces. Il a aussi contribué à améliorer le cadre juridique fondé sur un meilleur rapport coût-efficacité et à lutter contre l'usage abusif des fonds publics, la fraude et la corruption.

Soutenir l'adhésion de l'Azerbaïdjan à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

L'adhésion à l'OMC est essentielle pour l'Azerbaïdjan, car elle est liée à l'objectif à long terme visant à soutenir le développement économique durable du pays. L'adhésion à l'OMC oblige également de formaliser davantage les liens commerciaux avec l'UE.



Dans ce contexte, en 2013, un projet de jumelage sur la mise au point d'un système moderne de normalisation et de réglementation

technique a été lancé dans le pays dans le but d'aider les autorités azerbaïdjanaises à concevoir un système de normalisation et de réglementation conforme aux exigences de l'UE et de l'OMC.

Achévé en 2016, ce projet a notamment permis de créer un cadre réglementaire pour la gestion de la qualité et l'évaluation de la conformité conformément aux exigences de l'UE et de l'OMC. Ce cadre est désormais prêt à être adopté. Le cahier des charges d'une base de données sur les normes en Azerbaïdjan a été élaboré. Cette base de données dispose d'un catalogue accessible en ligne et d'un système moderne de vente des normes. Ces réalisations auront des répercussions importantes sur la capacité du pays à accéder aux marchés mondiaux et l'aideront à se rapprocher d'une adhésion à l'OMC.

Jumelage 2016 en détail

Réformer l'instrument de jumelage

En 2014, la Commission européenne a commencé à réfléchir à la manière de donner une nouvelle orientation stratégique à l'instrument de jumelage et de le promouvoir dans le cadre des efforts de coopération des États membres de l'UE auprès des régions concernées par l'élargissement et la politique européenne de voisinage. Dans ce contexte, une réforme du manuel de jumelage a été entreprise afin d'améliorer la souplesse et la facilité d'utilisation de cet instrument de coopération unique. En septembre 2016, le processus est entré dans sa phase la plus concrète lorsque la première mouture du nouveau manuel a été présentée aux points de contact nationaux des États membres de l'UE à Vienne.

Fruit d'un processus inclusif, ce nouveau manuel couvre notamment une simplification des procédures financières, une diminution

de la charge administrative pour les États membres de l'UE, un cycle de projet plus rapide, une augmentation de la rémunération minimale des experts des États membres de l'UE afin d'attirer les meilleurs talents des administrations publiques et des organismes assimilés, une harmonisation des procédures entre les régions relevant de la politique européenne de voisinage et celles qui sont visées par l'élargissement ainsi qu'une section qui met davantage l'accent sur la communication et la visibilité. L'outil de jumelage a également été aligné sur les politiques de la Commission en matière de réforme de l'administration publique.

La réforme de l'instrument de jumelage et le nouveau manuel devraient entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

Quels changements l'instrument de jumelage a-t-il apportés en 2016?

Le caractère unique et le succès de l'instrument de jumelage résident dans le fait que, pour un contrat donné, un expert d'un État membre de l'UE est détaché auprès de l'administration partenaire afin de l'aider à obtenir certains résultats opérationnels obligatoires visant, par exemple, à renforcer un département de lutte contre la corruption ou à réorganiser une agence vétérinaire.

Le résultat du projet de jumelage destiné à la Cour des comptes algérienne lui permet sans aucun doute de perfectionner et de consolider ses méthodes de travail en vue d'améliorer l'efficacité de ses travaux d'audit. Il va sans dire que la Cour jouera un rôle important dans le système national de contrôle des finances publiques.

Mohamed Salim Benanmar, secrétaire général de la Cour des comptes algérienne

Grâce à ce projet de jumelage, l'Ukraine est parvenue à achever la mise en place de son modèle de gestion des déchets d'équipements électroniques. Nous sommes parvenus à trouver un terrain d'entente avec toutes les parties prenantes dans le secteur et nous travaillons maintenant avec nos collègues européens à l'élaboration d'une législation appropriée et conforme au droit européen.

Maksym Barinov, ministère ukrainien du développement régional, de la construction, du logement et des services municipaux

Le projet de jumelage a permis d'accorder une grande visibilité au rôle de l'Agence serbe de lutte contre la corruption en ce qui concerne ses efforts visant à prévenir la corruption, à encourager les réformes et à harmoniser sa législation avec le droit et les valeurs de l'UE. Le projet a assurément permis de sensibiliser l'opinion au phénomène de la corruption en Serbie.

Filippo Romano, chef de projet, et Eugenio Turco, conseiller résident de jumelage

L'impact positif à long terme de l'instrument de jumelage

Le bilan des projets de jumelage indique des résultats durables à long terme, car ils reposent sur une évaluation approfondie et sur des efforts conjoints en vue de mettre en œuvre les réformes nécessaires dans des secteurs spécifiques.

En 2016, par exemple, une mission d'évaluation sur un projet de jumelage qui a eu lieu en Albanie dans le domaine douanier a révélé que 98% des recommandations formulées dans le cadre du jumelage ont été mises en place et continuaient à être appliquées deux ans après la fin du projet. Entre autres, bon nombre des résultats obligatoires du projet avaient été pleinement intégrés à la législation albanaise et une nouvelle stratégie nationale sur la propriété intellectuelle

avait été mise au point en intégrant le droit européen dans la législation albanaise.

«*La visite des locaux actuels du laboratoire des douanes et du projet de laboratoire a été à la fois instructive et utile pour bien comprendre les énormes évolutions positives qui se produisent dans ce secteur, avec un élan politique évident et un engagement de financement important*», a affirmé David Webb, expert responsable de la mission, dans son rapport.

Comme le montre la mission d'évaluation de Jumelage relative à l'administration douanière albanaise, l'instrument Jumelage a de très importantes répercussions à long terme, ce qui en fait un instrument unique et durable de promotion des réformes.



TAIEX du passé vers l'avenir

Célébrer les 20 ans de TAIEX et TAIEX stratégique

Afin de célébrer le 20^e anniversaire de l'instrument ainsi que son succès, TAIEX a organisé, entre avril et juin 2016, cinq séminaires spéciaux. Ces séminaires visaient à créer une plateforme permettant aux responsables des États membres de l'UE qui ont eu recours à TAIEX dans le cadre de leur processus de préadhésion de partager leur expérience avec les acteurs qui en bénéficient aujourd'hui. Chaque séminaire était axé sur un sujet différent: la Lituanie s'est occupée de la société de l'information et des médias; Malte de la surveillance du marché; la Slovaquie de l'emploi des jeunes; la Pologne de la coopération judiciaire en matière pénale et la Croatie des normes de commercialisation relatives aux fruits et légumes. Les conférences ont favorisé des échanges fructueux d'expériences sur le lien étroit qui existe entre le rapprochement avec la législation de l'UE et l'assistance TAIEX. Elles ont en outre donné lieu à plusieurs demandes de suivi.

TAIEX s'est imposé en tant qu'outil clé de renforcement des capacités pour les pays et les régions qui souhaitent se rapprocher du droit européen, le mettre en œuvre et l'appliquer. Ces derniers temps, l'évolution des besoins stratégiques a exigé de redéfinir le rôle de TAIEX afin qu'il devienne un instrument plus proactif. Début 2016, le

processus de transformation de TAIEX a été lancé. Il a débouché sur la mise en œuvre de TAIEX stratégique, dont l'objectif principal est de faciliter les réformes structurelles nécessaires dans les régions couvertes par l'élargissement et la politique européenne de voisinage et de catalyser les réformes lorsque cela est possible.

TAIEX stratégique permet de mieux contribuer à la réalisation d'objectifs stratégiques spécifiques, aussi bien au sein de la direction générale (DG) du voisinage et des négociations d'élargissement que dans d'autres DG compétentes. Son approche souple, personnalisée et adaptée et son excellente connaissance de la législation européenne permet à TAIEX stratégique de contribuer à la prévision et à la chronologie des activités visant à soutenir les réformes stratégiques et à la programmation de l'instrument d'aide de préadhésion (IPA) et de la politique européenne de voisinage (PEV).

TAIEX a vu le jour il y a vingt ans. C'était alors un instrument axé sur la demande. Aujourd'hui, il est disponible à la fois dans sa structure classique et sous sa forme stratégique, ce qui permet aux partenaires et aux institutions de l'UE de bénéficier d'un instrument souple, fiable, rapide et adapté à son époque.

« Comment j'ai découvert TAIEX... », entretien avec Maciej Popowski

Maciej Popowski est le directeur général adjoint de la DG NEAR chargé du voisinage méridional, de la Turquie, des migrations, des réfugiés et des problèmes de sécurité. Il a une fille et c'est un voyageur enthousiaste et un fervent amateur de rock, une passion qu'il illustre avec la collection de petites guitares qu'il conserve dans son bureau.

Lors de la création de TAIEX il y a plus de vingt ans, il était diplomate pour la mission de la Pologne auprès de l'Union européenne. Il a été témoin de la création du Bureau d'assistance technique et d'échange d'informations, qui a tout de suite attiré son attention car il a rapidement compris comment un tel outil pouvait permettre à la Pologne de mieux appréhender la complexité du droit européen. Il a commencé à promouvoir l'instrument dans son pays. Il le considérait comme un outil essentiel du processus d'adhésion à l'UE. Après de nombreuses autres réussites, M. Popowski se souvient de la création de l'instrument et de son évolution au fil du temps.



Dans quel contexte votre première coopération avec TAIEX s'est-elle déroulée ?

En 1998, la Pologne a entamé des négociations d'adhésion avec une équipe de techniciens relativement réduite. Lorsque le processus d'examen analytique de la législation européenne a commencé, nous avions besoin de personnes qui connaissaient les dossiers. Il s'agissait d'un profil rare à cette époque. Heureusement, la plupart de ces collaborateurs ont bénéficié de l'expertise de TAIEX. TAIEX a travaillé en étroite collaboration avec l'administration polonaise au cours de ce processus afin d'identifier les lacunes et de lui apporter un soutien ciblé.

Les résultats des activités de TAIEX ont-ils correspondu à vos attentes ?

Cette assistance a été une véritable réussite. Les collaborateurs étaient avides de connaissances et étaient curieux de rencontrer leurs homologues dans les États membres de l'UE ainsi que le personnel de la Commission européenne. Prolongement naturel de TAIEX, l'instrument de jumelage a été créé pour permettre aux pays candidats d'échanger des bonnes pratiques et de tirer des enseignements de l'expérience des États membres de l'UE à plus long terme. Même si je ne disposais d'aucune expérience directe en matière de jumelage, je me souviens clairement de la contribution importante d'un expert néerlandais détaché qui a aidé le ministère polonais de la justice à réformer le droit pénal.

Que pensez-vous de l'orientation stratégique de TAIEX aujourd'hui ?

Aujourd'hui, les partenaires sont différents, mais l'objectif demeure le même. TAIEX bénéficie d'un excellent bilan. Il s'agit en effet de l'un des instruments les plus efficaces dans les domaines du renforcement des capacités et de la réforme publique, en ce sens qu'il favorise l'assistance entre pairs ainsi que les échanges techniques entre administrations. En outre, l'approche stratégique de cet instrument permet non seulement de garantir la satisfaction des besoins des partenaires, mais également de s'assurer que les priorités stratégiques de l'UE bénéficient de cet outil extrêmement souple et efficace.

Pour obtenir de plus amples informations, consultez nos sites web ou prenez directement contact avec l'unité responsable du renforcement des institutions :

TAIEX : <http://ec.europa.eu/taix>

Twinning : <http://ec.europa.eu/twinning>

NEAR-Taix@ec.europa.eu - NEAR-Twinning@ec.europa.eu

© Union européenne, 2017

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après. Reproduction autorisée moyennant mention de la source. Imprimé en Belgique.

Numéro de catalogue: EZ-AF-17-001-FR-C (papier) / EZ-AF-17-001-FR-N (pdf)

ISBN: 978-92-79-68883-6 (papier) / 978-92-79-68881-2 (pdf)

ISSN: 2529-511X (papier) / 2529-508X (pdf)

doi:10.2876/170853 (papier) / doi:10.2876/255919 (pdf)